

La Russie interdit pour un an l'importation de produits agroalimentaires

© 07/08/2014 |  Terre-net Média

Moscou, 6 août 2014 (AFP) - Le président russe Vladimir Poutine a ordonné mercredi d'« interdire ou de limiter pendant un an » les importations de produits agroalimentaires en provenance des pays ayant adopté des sanctions économiques contre la Russie, a annoncé le Kremlin dans un communiqué.

« J'ordonne d'interdire ou de limiter pendant un an **les importations sur le territoire russe** de certains types de produits agricoles, de matières premières et de denrées alimentaires » en provenance de pays qui ont « décidé la mise en place de sanctions économiques » contre la Russie, a déclaré Vladimir Poutine, cité dans le communiqué. Cette décision a été prise « afin de protéger les intérêts nationaux de la Fédération de Russie », a précisé le président.

L'Union européenne et les Etats-Unis, notamment, ont décidé une série de **sanctions économiques contre la Russie** sans précédent depuis la guerre froide, accusant Moscou de soutenir militairement les insurgés séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, ce que le pouvoir russe dément.

Mardi, Vladimir Poutine avait déjà annoncé avoir ordonné au gouvernement russe d'élaborer des mesures de représailles à ces sanctions, dont les plus sévères ont été introduites la semaine dernière. Ces sanctions interdisent notamment l'accès des principales banques publiques russes au marché occidental des capitaux, et les exportations d'armes et de certains équipements pétroliers vers la Russie.

Dans son décret sur des « mesures économiques spécifiques visant à assurer la sécurité de la Russie », Vladimir Poutine souligne que la durée de l'interdiction sur les importations pourrait être modifiée « si nécessaire », laissant entendre que Moscou pourrait revenir sur sa décision en cas d'assouplissement de la position de l'Occident.

Le président appelle également le gouvernement à « prendre des mesures pour assurer l'équilibre sur les marchés et empêcher la hausse des prix de produits agroalimentaires » en Russie. Le gouvernement russe devra notamment présenter dans les prochains jours une liste de produits dont l'importation sera interdite ou restreinte, selon le décret. Pour sa part, l'agence vétérinaire russe Rosselkhoznadzor a aussitôt fait état de ses projets de négocier l'augmentation des importations en provenance des pays d'Amérique latine.

« Des réunions avec les ambassadeurs d'Equateur, du Brésil, du Chili et du chargé d'affaires d'Argentine en Russie auront lieu le 7 août » afin de discuter d'« une éventuelle hausse des livraisons des produits alimentaires en provenance de ces pays sur le marché russe », a indiqué Rosselkhoznadzor dans un communiqué.

Le Brésil a déjà manifesté son intérêt, selon la même source. De son côté, la Russie, qui avait restreint en 2013 les importations de viande et produits laitiers du Brésil en raison de « violations des normes sanitaires », a accepté de lever ces restrictions après avoir reçu des « garanties » appropriées des producteurs brésiliens, a ajouté Rosselkhoznadzor.

La Russie est importatrice nette de produits agroalimentaires. Le montant de ses importations dans ce domaine représentait 16,9 milliards de dollars de janvier à mai 2014, et des exportations d'une valeur de 7,1 milliards de dollars, selon les dernières statistiques officielles. Ces chiffres concernent les échanges de la Russie avec le reste de la planète, au-delà des seuls pays qui ont imposé des sanctions. Les pommes, bananes, tomates, pommes de terre, ainsi que la viande et le poisson représentent la plus grande part des importations agroalimentaires russes, selon la même source.

Moscou est souvent accusé d'utiliser l'arme commerciale, notamment en invoquant des motifs sanitaires, comme moyen de pression diplomatique sur ses voisins. Depuis le renforcement des sanctions occidentales à son encontre, la Russie avait déjà interdit quasi quotidiennement l'importation de nouveaux produits alimentaires sous couvert de « protection des consommateurs ».

Ainsi, la Russie a décidé mercredi de limiter ses importations de viande de Roumanie et d'animaux d'Italie, de Bulgarie et de Grèce en raison de la découverte de maladies, après avoir déjà décrété un embargo sur les fruits et légumes en provenance de Pologne en raison de « violations répétées » de la validité des certificats.